



**LIVRET D'ACCUEIL
DU PACTE CIVIQUE**

Juin 2018

Collectif Pacte Civique

250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris

Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - <http://www.pacte-civique.org>

LIVRET D'ACCUEIL DU PACTE CIVIQUE

SOMMAIRE

Introduction	5
1 - Plus qu'une crise, nous vivons un changement de civilisation mondial	7
1.1 - La question écologique	7
1.2 - Les déséquilibres internationaux.....	8
1.3 - Une économie fragile	9
1.4 - Le projet européen	10
1.5 - L'ère de l'information débridée et de l'intelligence artificielle	11
1.6 - La France entre traumatisme et perplexité	11
1.7 - Une crise des valeurs	14
2 - Le Pacte civique : inventer ensemble un futur désirable pour tous	17
2.1 - Les missions du Pacte civique	17
2.2 - Quatre valeurs clé pour nous guider.....	21
2.3 - Trois axes pour structurer notre action.....	24
3 - La phase 3 du Pacte civique	29
3.1 - Mieux diffuser un message rénové.....	29
3.2 - Relever le défi démocratique dans une situation politique inédite.....	30
3.3 - Poursuivre notre action de reliaance	31
3.4 - Continuer à labourer nos terrains privilégiés.....	31
3.5 - Ouvrir de nouveaux champs de réflexion et d'action	32
3.6 - Améliorer notre gouvernance	32
Bibliographie	35
ANNEXE - Aux origines du Pacte civique.....	36

INTRODUCTION

Au printemps 2011, après plusieurs années de recherche commune, des associations¹ et des personnalités, au croisement du politique et de l'éthique, ont fondé le collectif Pacte civique, qui a exprimé ses objectifs dans une Plateforme commune dont voici quelques extraits :

La crise ouvre une nouvelle époque en France, en Europe et dans le monde. C'est une conviction autour de laquelle un collectif s'est constitué dans un double but : analyser et agir ensemble.

Pour aider à rendre visibles les initiatives en cours et à les fédérer autour d'engagements, à la fois individuels et collectifs, nous proposons d'initier en France un "Pacte Civique". Ce Pacte serait proposé à la signature de tous ceux, individus et collectivités, qui s'engageraient à cultiver à tous les étages la créativité, la sobriété, la justice et la fraternité, et plus particulièrement:

- *à adopter un certain nombre de comportements personnels autour notamment de la notion de sobriété créative et solidaire*
- *à militer pour un ré-outillage démocratique de nos diverses organisations ...*
- *à soutenir des orientations politiques qui promeuvent la qualité démocratique et visent à remettre l'économie et la culture au service de l'homme et non l'inverse ...*

Début 2015, une phase 2 du Pacte civique a été lancée pour 3 ans, caractérisée par :

- une clarification de son message autour de ses quatre valeurs cardinales, en particulier la fraternité ;
- un recentrage de son activité autour de l'observation de la qualité démocratique, l'Europe et l'emploi ;
- une nouvelle organisation, plus précise et moins centralisée.

Après un bilan et un examen introspectif approfondi, une phase 3 est lancée début 2018 pour 3 ans renouvelables, avec l'objectif de diffuser beaucoup plus largement un message actualisé mais fidèle aux intuitions d'origine, concrétisé par une action plus cohérente et plus visible.

C'est dans ce cadre qu'il nous a semblé nécessaire de refaire un point sur ce qui fonde notre action.

¹ Voir l'annexe « *Aux origines du Pacte civique* ».

1 - PLUS QU'UNE CRISE, NOUS VIVONS UN CHANGEMENT DE CIVILISATION MONDIAL

Le processus de mondialisation s'est accéléré, son espace-temps s'est intensifié et rétréci, comme le montre la crise migratoire. De nouveaux défis apparaissent qui impliquent changement de regard, de méthode et d'échelle.

1.1 - LA QUESTION ECOLOGIQUE

Les températures continuent à croître sur notre planète. Le réchauffement climatique n'est plus une simple menace pour le futur : il a été confirmé en 2010, l'accroissement de la température moyenne atteignant déjà $+0.85^{\circ}\text{C}$ par rapport à l'ère préindustrielle. Et concrètement, les émissions de gaz à effet de serre continuent à croître. La violence des ouragans tropicaux qui se sont abattus sur les Antilles début 2018 nous a rappelé que les conséquences du dérèglement climatique sont et seront de plus en plus lourdes pour l'humanité.

Mais notre planète est attaquée de bien d'autres manières : la perte massive de biodiversité, la déforestation, l'étalement des villes, le goudronnage massif, l'épuisement des nappes phréatiques, la salinisation des sols, la diminution des surfaces cultivables remettent en question l'aptitude de notre planète à nourrir l'humanité ; la pollution de la terre et de la mer par l'accumulation des déchets humains, la pollution de l'air, l'abus des intrants chimiques dans l'agriculture et l'alimentation nuisent à notre santé et appauvrissent l'écosystème terre. C'est tout notre environnement qui est mis en danger par les surexploitations, les gaspillages, la démesure et l'insouciance humaines.

Mais l'humanité réagit : l'accord historique conclu entre les 195 pays de la planète en décembre 2015 à l'issue de la COP 21 révèle un changement d'attitude prometteur des gouvernants, aiguillonnés par des ONG puissantes et expertes. Nous sommes encore très loin d'engagements limitant le réchauffement à $+2^{\circ}\text{C}$, mais les bases d'une lutte efficace contre le dérèglement climatique sont posées. Bien des difficultés restent à surmonter, à commencer par la défection insensée des Etats-Unis. Paradoxalement, celle-ci semble encourager un regain d'initiatives, notamment sur la délicate question du financement.

L'approche agrobiologique progresse, des expériences pragmatiques de circuits courts et d'économie circulaire se multiplient, la gestion des terroirs et l'aménagement de l'espace sont redevenus une préoccupation pour tous ceux qui veulent *atterrir* en faisant de notre planète un nouvel acteur politique.

La question qui est posée : comment les citoyens, la société civile, les entreprises, et les collectivités locales vont-ils s'organiser pour stimuler et parfois dépasser l'action des Etats dans la course de vitesse engagée pour réussir la transition écologique, lutter contre le réchauffement climatique et préserver la biodiversité ?

1.2 - LES DESEQUILIBRES SOCIAUX INTERNATIONAUX

Les rapports de force au sein du système capitaliste ont beaucoup évolué ; pendant les Trente Glorieuses, de forts gains de productivité dans l'agriculture et l'industrie ont été accompagnés par le plein emploi, dans un monde cloisonné et peu concurrentiel, où il suffisait de produire pour vendre. Les managers et les salariés (« le monde du travail ») se sont trouvés en position de force par rapport aux consommateurs et par rapport aux actionnaires et obligataires, qui étaient traités, sinon à la marge, du moins en priorité de second rang. Même si cette époque a connu de forts conflits de classe, l'ampleur des gains de productivité et le plein emploi ont permis de développer à la fois la consommation individuelle et les consommations collectives, avec la montée en puissance de l'Etat providence.

Aujourd'hui, le monde du travail est pris en tenaille entre les consommateurs et les actionnaires : d'une part, les consommateurs réclament des prix bas et des produits de qualité, et font jouer la concurrence. D'autre part, les actionnaires, exigeants, veulent des taux de rentabilité élevés et la gestion des entreprises est principalement orientée vers cet objectif strictement financier, les structures de production à faible rentabilité étant éliminées. Cette situation est aggravée et accroît les risques de chômage de longue durée et d'inégalités lorsqu'elle n'est pas compensée par un système de relations sociales de qualité, permettant de gérer de manière féconde les rapports entre coût du travail, qualité du travail et efficacité productive. Rééquilibrer ces rapports de force en vue de créer une économie responsable et solidaire, au niveau national et européen est un enjeu central.

Ceci explique que dans la plupart des sociétés développées, les inégalités aient beaucoup augmenté depuis la fin des années 80 : les riches deviennent plus riches et la pauvreté s'accroît.

Le chômage, qui avait explosé partout en 2008, s'est réduit dans de nombreux pays, souvent grâce à la multiplication des emplois précaires et mal payés, qui ne mettent pas à l'abri de la pauvreté ; il reste insoutenable dans beaucoup d'autres. Mais rassurons-nous, les plus riches se portent bien : la part du patrimoine mondial détenue par les 1% les plus riches avoisine maintenant les 50 %.

La situation des pays les plus pauvres, cumulant souvent pauvreté, corruption, guerre et dérèglement climatique, ne s'améliore pas, alimentant l'émigration et le terrorisme. Des foyers de chaos inextricables, comme la Syrie, l'Irak et la Lybie, se sont formés sur les décombres d'interventions occidentales mal conduites, poussant des millions de personnes sur les routes incertaines de l'émigration.

Le regain des nationalismes dans la plupart des grands pays ne nous laisse pas entrevoir de signaux, même faibles, annonçant une amélioration de la situation internationale.

Mais un certain recul historique² nous permet de constater qu'en dépit des apparences le monde est de moins en moins violent, grâce en particulier à l'action des Etats. C'est notre perception qui a changé : nous accordons de plus en plus de prix à la vie humaine. Ce n'est pas un mince progrès !

Par ailleurs, le développement de l'Asie, de l'Inde et de certains pays d'Amérique Latine a permis l'émergence de nouvelles classes moyennes et réduit les inégalités au plan mondial. Les objectifs du millénaire en matière de réduction de la pauvreté ont été tenus.

La question qui est posée : par quels moyens la communauté internationale et les sociétés civiles peuvent-elles lutter, sans engendrer le chaos, contre les égoïsmes nationaux, les *démocraties* et les régimes dictatoriaux qui accablent leur peuple de misères et de frustrations, et poussent leur jeunesse vers l'exil ou le fanatisme ?

1.3 - UNE ECONOMIE FRAGILE

L'économie mondiale ne s'est pas effondrée après la terrible crise de 2008. Le sauvetage des banques a temporairement endetté les États (qui ont continué à s'endetter souvent par ailleurs) sans permettre de toutes les consolider ; surtout, les progrès en matière de régulation financière restent trop lents, et souvent en retard par rapport à l'ingéniosité de la finance spéculative pour se recomposer en contournant les réglementations.

L'économie mondiale demeure fragile. L'injection massive de liquidités par les banques centrales n'a pas suffi à doper l'économie réelle. Elle contribue à créer des bulles financières redoutables. Les économies « émergentes », Chine en tête, sont confrontées à d'inquiétantes contradictions entre des priorités incompatibles à court terme comme compétitivité, amélioration du niveau de vie et respect de

² Steve Pinker, *La part d'ange en nous*, Les Arènes, 2017

l'environnement. Les tensions internationales se sont considérablement aggravées. En bref, nous vivons sous la menace permanente de déflagrations financières d'une violence supérieure à celle de 2008.

Mais, bien que très insuffisants, des efforts importants sont déployés pour mieux réguler l'économie mondiale, en particulier dans la lutte contre les paradis fiscaux qui détournent au profit de quelques *happy few* des sommes faramineuses qui seraient bien utiles à l'humanité.

La question qui est posée : est-il possible de réorienter la finance mondiale vers le développement d'une économie durable et respectueuse des grands équilibres planétaires ?

1.4 - LE PROJET EUROPEEN

L'Europe, faute d'une politique économique et sociale commune, reste une zone de croissance « molle » porteuse d'inégalités. Sa place dans l'économie mondiale comme son influence se réduit, même si elle reste un continent riche. Les modes de son futur développement équilibrant mieux qualité de vie, solidarités et dynamiques productives restent à définir.

Elle paye le prix de son inaction face aux défis à relever et de sa timidité passée. Si les institutions européennes ont effectivement réussi à éviter l'effondrement économique en 2008, elles ont peu contribué à enrayer le chômage qui sévit dans de nombreux pays de l'Union et n'ont pas su réguler une concurrence sociale et fiscale délétère, provoquant le désamour des peuples et la montée des partis anti-européens. La question des migrants, mal résolue jusqu'alors, constitue un défi particulièrement ardu pour les institutions européennes et pour chacun des pays membres.

Mais ne désespérons pas ! Une « *fenêtre de tir* » pour une remise en vigueur du projet européen pourrait s'ouvrir, grâce, paradoxalement, au choc du Brexit, et à la politique anti-UE menée par Donald Trump.

La question qui est posée : comment redonner envie d'Europe aux Européens, et associer les citoyens à la définition des politiques communes comme à l'amélioration des institutions et de leur fonctionnement ?

1.5 - L'ERE DE L'INFORMATION DEBRIDEE ET DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le développement exponentiel des techniques numériques, et en particulier de l'intelligence artificielle, présente à la fois des **opportunités** extraordinaires (automatisation de nombreuse tâches aliénantes, développement de la connaissance, expression et délibération démocratiques, diffusion de l'information et de la culture ...) et des **défis** terrifiants (diminution de l'emploi non qualifié, risques sur les libertés individuelles et le droit à la vie privée, addiction et isolement, fracture numérique, dépossession de la volonté humaine au profit d'algorithmes opaques ...).

La *concentration* d'une masse énorme d'informations et d'un pouvoir de diffusion incontrôlable entre les mains de quelques firmes géantes constitue un danger certain pour les libertés, pour la démocratie, pour la culture. Comment des pouvoirs nationaux éparpillés arriveront-ils à réguler l'usage de cette technologie mondialisée mais essentielle à l'activité humaine ?

Enfin, l'intrusion des technologies numériques au sein même du corps humain (transhumanisme) fait planer des risques importants sur l'évolution de l'humanité.

La question qui est posée notamment à la *communauté éducative*, depuis la formation initiale jusqu'à l'éducation tout au long de la vie : comment rendre les personnes capables de se défendre face à ces intrusions, de garder une distance critique et un jugement nuancé face aux affirmations caricaturales qui les assaillent, de développer une culture du débat éthique face aux empoignades numériques qui les sollicitent ?

1.6 - LA FRANCE ENTRE TRAUMATISME ET PERPLEXITE

1.6.1 - DES PERFORMANCES ECONOMIQUES ET SOCIALES EN BAISSSE

La France partage avec les pays d'Europe du Nord un poids important des dépenses publiques, lié en particulier à un « *Etat providence* » globalement assez généreux. Ce choix permet à une majorité de la population d'être bien protégée contre les aléas de la vie, et a évité un accroissement trop fort des inégalités. Mais les performances de l'action publique se détériorent dans plusieurs domaines.

- Dans celui de l'emploi, la France fait plutôt exception : contrairement aux pays voisins qui connaissent des fluctuations importantes en fonction des cycles macroéconomiques, le chômage en France croît régulièrement et inexorablement depuis 1980, sauf courtes périodes de rémission. Il touche

plus spécialement les jeunes et les plus âgés. C'est la plus flagrante et la plus dévastatrice des inégalités.

- Le système éducatif français perd en performance et en pertinence. Il parvient de moins en moins à compenser les inégalités de départ et à assurer l'égalité des chances. Le sentiment de déclassement se généralise.

La fracture s'accroît entre les territoires, l'activité économique et donc la richesse se concentrant souvent autour des grandes métropoles pendant que les périphéries s'appauvrissent. Malgré des efforts financiers importants, la politique de la ville menée depuis 25 ans n'a pas évité que certains quartiers urbains cumulent les handicaps.

1.6.2 - L'ÈRE DE LA DÉFIANCE ENVERS LES SITUATIONS ACQUISES ET DU FOISONNEMENT D'INITIATIVES CITOYENNES

Les organisations collectives structurées chargées de représenter les citoyens et d'exprimer leurs aspirations sont en perte de vitesse : syndicats professionnels, partis politiques ainsi que la plupart des grandes associations perdent progressivement la confiance des citoyens.

C'est dans le domaine politique que cette crise de la représentation est la plus aiguë. Elle se manifeste par la progression de l'abstention et du vote blanc aux différentes élections. Les causes en sont multiples : paralysie et manque d'efficacité des gouvernements successifs, dégénérescence des partis, incapables de proposer à la société des projets et des visions mobilisateurs, dévalorisation de la parole politique, faiblesse de la démocratie citoyenne, prise de décision « par le haut », arrivisme (et parfois corruption) du personnel politique, exacerbation de la compétition aux dépens de la coopération, vie démocratique occasionnelle ... Cette défiance s'est cristallisée lors des élections de 2017. Après plusieurs alternances politiques décevantes, le « *dégagisme* » ne devait plus se limiter aux sortants, mais inclure l'ensemble du système.

En contrepoint, les initiatives se multiplient pour donner aux citoyens des outils pour travailler ensemble à des propositions, projets, expérimentations d'amélioration du débat public et de la participation citoyenne.

De « *Nuit debout* », à « *La Primaire des Français.org* », en passant par les archipels citoyens (par exemple, *Osons les jours heureux*), les plateformes citoyennes (*Civil tec*), les tiers lieux, la formation d'observatoires citoyens, voire les consultations de citoyens par le Parlement sur Internet, un bouillonnement d'initiatives laisse présager la possibilité d'un renouveau démocratique. Le développement de concepts comme les communs, ou de pratiques comme l'agro

écologie (y compris en milieu urbain), participe d'une volonté citoyenne de prendre sa part dans les évolutions et rapports de forces nécessaires pour corriger les inégalités ou le pillage des ressources naturelles.

Pour passer de ce foisonnement à une réelle force de transformation de la société, le Pacte civique voit confirmée l'intuition de ses fondateurs de mettre en réseaux les acteurs, relier les décideurs de tous niveaux qui ne se parlent pas, faire parler les sans voix.

1.6.3 - UN CHAMBOULE-TOUT INATTENDU

L'élection d'Emmanuel Macron et d'une majorité de députés de *La République en marche* provoque une recomposition politique du type de celle qui a suivi l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958. Cette nouvelle donne crée une opportunité pour faire de la politique autrement en reconsidérant le rôle respectif des citoyens, des partis, des mouvements citoyens, des corps intermédiaires et des organisations de la société civile.

Mais ce bouleversement politique pose aussi de nombreuses questions :

- Le nouveau Président sera-t-il capable d'articuler la verticalité d'un pouvoir mobilisant les français autour d'une vision s'incarnant dans un projet et l'horizontalité d'une démocratie citoyenne interactive ? Saura t-il travailler en intelligence collective et collaborative tant au sein de son propre gouvernement qu'avec les français ?
- Le nouveau parti *La République en marche* » arrivera-t-il à la fois à s'organiser à l'échelon local et national, à préparer l'action du gouvernement avec ses élus et ses militants et à présenter ses projets et initiatives de manière claire pour pouvoir les discuter avec tous les Français ?
- Des partis sont-ils capables de se constituer en opposition proposant des alternatives crédibles et constructives ? Quelle place leur sera laissée au Parlement ?
- Comment les citoyens se positionneront ils entre faire vivre l'espoir soulevé par cette nouvelle donne en s'exprimant de manière constructive, s'opposer frontalement, rester attentistes ou se désintéresser de l'avenir politique de notre pays ?
- Enfin et surtout, la profonde transformation annoncée parviendra-t-elle à réduire les fractures qui minent notre tissu social : chômage de masse

d'abord, mais aussi inégalité des chances à l'école, inégalités des territoires, discriminations en matière de logement, d'accès à la culture et à la citoyenneté, précarité et pauvreté.

1.7 - UNE CRISE DES VALEURS

1.7.1 - LE PROGRES TECHNIQUE, MYTHE DECHU ?

Comme le rappelle souvent Jean-Baptiste de Foucauld³, il existait bien, au cœur de l'action politique de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, une valeur, un « *surplomb* », un élément de verticalité implicite mais très largement partagé : le **progrès technique**. Structurant une société polarisée autour du conflit de classes, associé à un système social très redistributif, il a permis de résorber efficacement la pauvreté d'après-guerre et d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population. Il s'accompagnait d'une montée continue des désirs et de l'espérance qu'ils seraient un jour assouvis.

Les crises pétrolières des années 1970 et le tournant libéral des années 1980 ont mis à mal cette idéologie : dorénavant, l'économie n'a plus les moyens de répondre à l'accroissement indéfini des désirs (ce qui ne l'a pas tari pour autant) ; le progrès technique répond plus à la cupidité des élites économiques qu'au bien-être des masses et laisse de nombreuses personnes au bord du chemin.

1.7.2 - DES VALEURS AMBIANTES MORTIFERES

La **cupidité** semble le moteur principal du fonctionnement de l'économie mondiale. Elle s'incarne dans les revenus et le patrimoine extravagants d'une élite restreinte (moins de 1 % de la population mondiale) dont on peine à comprendre les motivations (hédonisme ? misanthropie fondamentale ? égotisme ? appétit de puissance ?). Mais surtout, elle ruisselle sur l'ensemble de la société, faisant de l'argent le maître de toute chose et le critère ultime de la reconnaissance sociale et du bonheur, contrairement à la plupart des sagesses ancestrales.

L'**individualisme** contemporain s'enracine dans la libération des contraintes qui marquaient la société des siècles précédents : nationalisme exclusif, pesanteur de la famille patriarcale, soumission de la femme, autoritarisme des églises, assignation à un territoire, un milieu, une tradition, une culture. L'individu, en s'émancipant d'une collectivité totalisante, s'est découvert comme être singulier, animé de projets et de désirs. En rejetant les contraintes de l'appartenance, il a souvent

³ Voir en particulier son intervention au colloque international « *La démocratie, une valeur spirituelle ?* » des 19 et 20 avril 2013 au collège des Bernardins (Paris)

perdu le sens du collectif et du bien commun, concentrant son énergie sur une quête d'ascension sociale et de pouvoir personnels, ou sur la satisfaction de désirs hédonistes.

Le **relativisme** lui est souvent associé : l'individu comme être singulier et autonome a le droit - *presque le devoir* - de chercher son propre « épanouissement », quoi qu'il en coûte aux autres et à la collectivité. Des comportements égoïstes, destructeurs ou asociaux sont ainsi justifiés au nom du plaisir personnel, rendant relatives, discutables ou facultatives des valeurs morales telles que l'honnêteté, la loyauté, le respect des règles communes, voire même la véracité de ce qu'on dit.

Le **dénigrement de la notion de devoir** en est le corollaire. L'individu-roi sera plus attaché à faire valoir ses droits qu'à s'acquitter de ses devoirs, déséquilibrant à son unique profit la relation qui le lie à la collectivité, qu'il enjoint de répondre à ses désirs sans contrepartie. Cette attitude s'accorde parfaitement avec une dénonciation globale et véhémement de la corruption des dirigeants économiques ou politiques qui justifierait que l'on ne cède rien.

Le **repli sur soi** ne relève pas que de l'individualisme. Il s'enracine dans la peur : peur d'abord de l'autre différent, d'autant plus menaçant qu'on ne le connaît pas, peur d'une économie mondialisée qui détruit l'emploi traditionnel et nous confronte à des puissances inconnues, nostalgie de notre ancienne position de puissance mondiale dominante, peur d'un monde complexe qu'on ne comprend plus. Ces peurs répondent souvent au sentiment d'être délaissé, de ne pas être suffisamment protégé par l'Etat contre les menaces extérieures. Et bien sûr, pour répondre à la peur on construit des murs : autour de sa famille, de son milieu, de sa région, de son pays. Ce repli sur soi, lorsqu'il prend une dimension collective, remet souvent en cause⁴ les acquis de notre civilisation : la liberté d'expression sous toutes ses formes, les fondements complexes de nos démocraties, les droits de la personne. Il est porteur de violence.

Quel combat mener contre ces valeurs mortifères ? Suffit-il de prendre la défense des valeurs traditionnelles qui ont inspiré la vie de nos sociétés pendant tant de siècles ? Nous ne le pensons pas. Comment retrouver le sens du bien commun sans remettre en question l'émancipation individuelle et l'attention à la personne ? Cette question se pose à toutes les composantes de notre société, de la famille à l'Etat en passant par l'entreprise et les organisations citoyennes. Le Pacte civique entend y apporter sa contribution.

⁴ Deux cas typiques et proches de nous : le développement de « *démocraties* » en Hongrie et en Pologne.

2 – LE PACTE CIVIQUE : INVENTER ENSEMBLE UN FUTUR DESIRABLE POUR TOUS

2.1 - LES MISSIONS DU PACTE CIVIQUE

Le Pacte civique a été lancé, en 2011, comme appel au rassemblement et à la mobilisation de toutes les forces désireuses d’agir en profondeur sur le devenir de notre société, à tous les niveaux de la vie sociale, en appuyant leur engagement sur des valeurs communes. La traduction de cette volonté en termes de missions à accomplir s’est faite *en avançant*, par l’action de ses différentes structures, collectifs locaux, ateliers thématiques et équipe nationale. Nous distinguerons trois missions principales :

2.1.1 - UNE MISSION DE PRISE DE CONSCIENCE ET DE DISCERNEMENT

L’humanité, l’Union européenne et la France sont confrontés à des défis redoutables qui vont leur demander des efforts de grande ampleur auxquels elles sont peu préparées. Ces défis peuvent se résumer en deux questions :

1/ comment résorber les trois dettes dont nous sommes redevables auprès des générations futures : dette *financière* qui ne cesse d’augmenter depuis plusieurs décennies, dette *sociale*, celle du chômage de masse, des exclusions et des déficits sociaux, et enfin dette *écologique* ?

2/ comment construire les institutions, les instances de coopération et les modalités de délibération permettant un vivre ensemble juste et fraternel ? Telle est la prise de conscience majeure que nous entendons favoriser.

Au-delà de cette prise de conscience nécessaire, nous souhaitons, à l’image des organisations vouées à l’éducation populaire, *aider nos concitoyens à y voir clair*, à comprendre les enjeux des politiques publiques et des actions citoyennes, à évaluer la qualité démocratique des processus mis en œuvre, et la portée des mesures prises. Car l’engagement politique ou citoyen, celui de notre collectif mais aussi l’engagement individuel de nos adhérents et de nos sympathisants, ne saurait s’appuyer sur des analyses fausses ou tendancieuses.

Nous n’avons pour cela aucune grille d’analyse toute faite sur laquelle nous appuyer. Nous ne croyons plus aux grands mythes fédérateurs du XX^{ème} siècle, et nous nous méfions des *a priori* véhiculés par les médias. Nous acceptons la **complexité** et son lot d’interactions multiples, en tous sens, entre science, évolution technique,

économie, société, pouvoir politique, culture, pensée et spiritualité, et nous essayons de ne pas nous y laisser enfermer.

La diversité de nos trajectoires politiques, sociales, laïques et spirituelles, la pluralité de nos engagements (y compris politiques) sont une source de richesse. Notre discernement est fondé sur le débat, constructif, exigeant, mais respectueux des différences et des divergences.

En bref, notre approche est *systémique sans être systématique* ; notre démarche est *transpolitique et non pas apolitique*.

2.1.2 - UNE MISSION ETHIQUE ET SPIRITUELLE

Cette mission consiste, en s'appuyant sur tout ce qui peut favoriser cette démarche, à lutter contre les valeurs mortifères largement présentes dans notre société, tout en favorisant l'émancipation et l'autonomie de chaque personne. Pour cela, nous mettons en œuvre quatre valeurs clé que nous détaillerons par la suite, et nous encourageons l'engagement de tous et de chacun.

Au niveau anthropologique nous cultivons un optimisme raisonnable, mais pas naïf. Nous ne pensons pas que l'homme naisse naturellement bon et qu'il soit perverti par la société. A notre idée, l'homme « *naturel* » (qui n'existe d'ailleurs pas) penche autant vers le bien que vers le mal. La vie en société organisée canalise ses penchants destructeurs et violents ; la culture et surtout l'éducation, si elle est bien conduite, développent ses facultés de relation, d'empathie, de civisme et d'engagement. Nous soulignons, avec beaucoup d'autres, **l'importance de l'éducation**, initiale et tout au long de la vie⁵ pour *construire un homme meilleur*.

Notre mission n'est pas seulement *éthique*, elle est aussi *spirituelle*. En quel sens ? Nous reconnaissons la dimension spirituelle de l'homme, ses questionnements sur le sens de la vie, son besoin de verticalité, d'un « *sublime* » qui le dépasse, quel que soit le nom qu'il lui donne (transcendance, spiritualité, « *forces de l'esprit* », Dieu), tout en comprenant tout à fait que des hommes et des femmes ne ressentent pas le besoin de s'y référer. Cette dimension est évidemment développée par les différentes communautés religieuses actives dans notre pays - c'est même leur raison d'être - mais aussi et de plus en plus dans des cercles qui se définissent comme athées ou agnostiques mais qui ne sont pas pour autant dépourvus de *spiritualité*.

⁵ Voir le chapitre 8 « *Promouvoir une société éducative* » de notre livre *Relever le défi démocratique*, Jean-Claude Devèze, Jean-Baptiste de Foucauld, Pierre Guilhaume, Chronique sociale, 2017.

Nous encourageons le dialogue inter-religieux et la recherche menée en commun, entre athées, agnostiques et croyants, pour partager une vision spirituelle utile à la transformation de la société. Une certaine conception de la laïcité a eu tendance à éliminer du débat social toute question relative à la foi ou à la spiritualité. A tort ! Car si le choix d'une croyance et d'une pratique culturelle relève bien de la sphère privée, *son expression publique est parfaitement compatible avec la laïcité républicaine.*

La séparation complète, chez la même personne, de la sphère spirituelle et de l'action citoyenne n'a rien d'obligatoire ; au contraire, elle risque d'appauvrir l'une et l'autre. La vie publique et la démocratie ont tout à gagner à ce que des personnes nourrissent leur engagement politique et social des *forces éthiques* qu'ils tirent de leur vie spirituelle. Inversement, les communautés spirituelles peuvent tirer profit de leur dialogue avec les forces sociales et politiques qui les pousse à *rester sur terre*, leur ouvre d'autres champs d'action et de réflexion, les relie à des approches les obligeant à des remises en question salutaires, et les incite à ne pas céder aux tendances totalitaires et hégémoniques trop souvent à l'œuvre dans nos trois grandes traditions monothéistes.

Mais cet apport réciproque exige, en particulier de la part des structures religieuses, que quelques conditions soient observées :

- une réprobation claire des fondamentalismes de toute nature qui aliènent la personne et prônent l'intolérance ;
- le respect des lois de la République ;
- l'acceptation des règles du débat public, et en particulier du droit à la critique qu'on ne saurait interdire au nom du *sacré* ;
- le renoncement à vouloir imposer à l'ensemble du corps social, par des moyens étrangers à la démocratie, ses convictions morales ;
- l'égalité de dignité de l'homme et de la femme qui doit se traduire par une égalité de droits et de condition, à compétence égale.

Donner toute sa place, mais pas plus que sa place, à la spiritualité dans notre vie publique et citoyenne, s'appuyer sur les valeurs humanistes qu'elle développe pour faire progresser notre société, telle est la démarche du Pacte civique, à la fois *trans-spirituelle* et *laïque*.

2.1.3 - UNE MISSION DE TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Il ne suffit pas de constater les insuffisances de la marche du monde, de s'insurger contre les fractures que génère notre société, de s'apitoyer sur les situations inhumaines que nous voyons tous les jours. Il ne suffit pas d'analyser et de dénoncer les pesanteurs et les égoïsmes qui bloquent l'évolution de nos sociétés. Si l'on se contente de cela, c'est l'angoisse, la conscience malheureuse et la paralysie que l'on favorise.

Il faut aussi *mettre en scène et en chaîne* toutes les initiatives positives qui, du local au mondial, indiquent des chemins à suivre, préfigurent les traits d'un futur désirable et encouragent à l'action. Mais est-ce suffisant ? Nous ne pensons pas que l'addition de millions d'initiatives, si prometteuses soient-elles, débouche automatiquement, dans nos sociétés complexes et rigides soumises à une multitude de contraintes économiques, juridiques et internationales, sur une transformation sociale d'envergure.

A l'inverse, « *l'expérience nous a montré qu'un programme politique de réformes, aussi complet, crédible et cohérent soit-il, n'apporte pas de changements profonds et durables s'il n'est pas porté, préparé et pris en charge par une partie significative des forces vives de la société. Cette exigence appelle un renouvellement radical des méthodes de l'action politique et une implication plus forte de la société civile et des citoyens, qui appellent à leur tour une transformation profonde du fonctionnement des organisations et des comportements individuels*⁶. »

L'intuition fondamentale - et particulièrement novatrice - du Pacte civique est que la construction d'un futur meilleur requiert des progrès à trois niveaux :

- celui des **comportements individuels**,
- celui du **fonctionnement des organisations**,
- celui des **institutions et de l'action publique**.

Menés de front, dans le cadre d'une vision globale et cohérente des progrès à accomplir et des efforts à fournir, ces trois champs de transformation, trop souvent cultivés de manière disjointe, s'articulent et se renforcent mutuellement.

Ainsi **pourrons-nous promouvoir un nouveau modèle de changement qui rassemble en une vision cohérente** le changement par la loi et l'Etat, le changement par la dynamique créative de la société civile et des initiatives

⁶ Relever le défi démocratique, page 29.

citoyennes, le changement par les forces du marché, et le changement par l'exhortation à la responsabilité morale, qui, dans un monde global, doivent être reliés entre eux pour produire une efficacité juste et écologiquement soutenable.

Quels moyens le Pacte civique met-il en œuvre pour contribuer à cette triple transformation ? De quelle *arme de construction massive* dispose-t-il pour ce faire ?

Notre arme, le levier que nous utilisons pour peser sur le cours des choses, c'est **l'influence**. Nous sommes **une communauté d'influence**, rassemblant des citoyennes, des citoyens et des organisations qui se reconnaissent dans notre démarche. La construction du futur exige l'évolution des **mentalités**, de toutes les mentalités mais plus encore de celles et ceux qui sont en position de responsabilité. La transformation personnelle, sociale et politique ne se décrète pas, ne s'impose pas. Elle se propose, elle se suggère au fil d'un long chemin de sensibilisation, d'analyse, de réflexion, d'échange, de débat et d'engagement.

Cette influence, nous l'exerçons auprès des **personnes**, auprès des **organisations** et auprès des **responsables politiques** ; par la qualité de nos écrits et des tables rondes que nous organisons, par la diffusion de l'éthique du débat au cœur de la délibération publique, par les actions de sensibilisation et de formation auxquelles nous participons, le plus souvent en coopérant avec des partenaires variés, par les questions que nous posons aux candidats qui se présentent aux élections locales et nationales, par les prises de position que nous élaborons et diffusons.

2.2 - QUATRE VALEURS CLE POUR NOUS GUIDER

La dénonciation des valeurs mortifères qui tirent notre société vers le bas ne saurait suffire à changer le cours des choses. Il faut proposer et mettre en œuvre **d'autres valeurs, mobilisatrices, utiles** et adaptées à notre temps. Depuis son démarrage, le Pacte civique en privilégie quatre : *la créativité, la sobriété, la justice et la fraternité* ; chacune d'entre elles est pour nous source d'inspiration, de réflexion, d'approfondissement personnel et collectif ; mais elles sont complémentaires, elles se renvoient l'une à l'autre et doivent être déployées ensemble, à tous les étages de la société, et aux **trois niveaux** requis par notre objectif de transformation sociale : celui des comportements *personnels*, celui du fonctionnement des *organisations*, et celui des *institutions et des politiques publiques*.

2.2.1 - LA CREATIVITE

Notre futur est à inventer. Nous savons pertinemment que la simple reconduction des processus et des modes de pensée qui ont eu cours jusqu'alors nous mènera inéluctablement « *dans le mur* ». La créativité de chacune, de chacun et de tous est une condition de notre survie collective. Elle doit s'exercer dans tous les domaines :

scientifique et technique, pour sortir de notre économie carbonée ; **économique**, pour changer notre modèle de développement ; **juridique**, pour trouver de nouveaux équilibres entre droits et devoirs ; **social**, pour réduire les fractures de notre société ; **politique**, pour *relever le défi démocratique* et réconcilier le citoyen et l'action publique ; **culturel**, pour dépasser le règne du quantitatif et donner du sens au vivre ensemble ; **pédagogique**, pour renforcer l'estime de soi et le sens de la coopération des enfants.

2.2.2 - LA SOBRIETE

Ignorée par le débat public, elle constitue pourtant la *valeur clé face au dérèglement climatique* et la seule alternative durable à la démesure de notre civilisation productiviste et consumériste qui ruine les écosystèmes, menace l'humanité et met à mort d'autres espèces vivantes.

Elle nous incite à poser et accepter des limites :

- limites à **l'exploitation de la nature**, dont on ne peut prélever les ressources sans mesure ;
- limites à la **recherche de l'intérêt personnel**, qui, poussé trop loin, s'oppose à l'intérêt général ;
- limites à **l'accumulation des désirs**, que notre système économique n'a plus les moyens de satisfaire pour tous.

La sobriété acceptée, revendiquée, cultivée, s'oppose à l'austérité, imposée aux plus faibles par la technocratie économique mondiale. Elle nous conduit à consommer moins et avec plus de discernement, à partager notre richesse matérielle, culturelle et spirituelle avec ceux qui en sont privés.

Au niveau personnel, elle ne remet nullement en cause *le droit au bonheur*, si elle se conjugue avec un **art de vivre** plus qualitatif, où la relation, l'échange, le don, l'engagement, mais aussi la création, l'art, la culture, le sport, un rapport harmonieux avec la nature, la connaissance, la pensée et la vie spirituelle occupent la place qui leur revient.

Au niveau collectif, il reste beaucoup à faire avant que les grandes associations, les syndicats et le monde politique osent faire référence à la sobriété. A leur décharge, constatons que le débat public n'a pas suffisamment clarifié cette problématique : la sobriété généralisée conduit-elle inévitablement à la récession économique et à un accroissement du chômage ? Comment éviter de retomber dans les ornières de

l'austérité ? Un beau thème pour le *travail de réflexion et d'influence* du Pacte civique !

2.2.3 - LA JUSTICE

Cette valeur est largement affirmée par la majorité des forces sociales, politiques et spirituelles de notre société. Le Pacte civique ne fait guère preuve d'originalité en la plaçant au cœur de son action, mais il ne saurait sans danger la reléguer au second plan.

La justice ne se confond pas avec l'égalité mais s'en rapproche, car de trop grandes inégalités, dans le monde fini qui est le nôtre, conduisent inévitablement à des situations révoltantes qui relèvent de l'injustice. L'égalité s'attache à proclamer les mêmes droits pour tous, et reconnaissons que notre système juridique est bien outillé à cet égard : dès la naissance, nous pouvons nous prévaloir de multiples droits : à la formation, au travail, au logement ... Lorsqu'il s'agit de les faire respecter, c'est *une autre paire de manches*, et c'est là que la justice intervient.

Cette valeur nous conduit aussi à lutter contre l'accroissement des inégalités qui atteignent un niveau insupportable et s'opposent à la résorption des trois dettes qui figurent à notre passif.

Elle ajoute enfin aux valeurs de créativité et de sobriété la dimension humaniste qu'elles ne portent pas d'elles-mêmes.

2.2.4 - LA FRATERNITE

La fraternité n'a pas bonne presse. *Une réminiscence religieuse*, dit l'un ; *un relent d'idéologie franc-maçonne*, rétorque un deuxième, pendant qu'un troisième dénonce *le langage des sectes au fronton de nos mairies*, et qu'une quatrième n'y voit *qu'une affaire de mecs*. Le dernier terme de notre devise républicaine constitue-t-il une réelle source d'inspiration pour notre société ? Elle apparaît plutôt comme son parent pauvre, « *cette vieille cousine fondue dans le décor, mais qui fait tapisserie et que personne n'invite*⁷. »

Et pourtant, que serait la liberté sans fraternité ? Celle du *renard libre dans le poulailler libre* ? Et que serait l'égalité sans fraternité ? L'accumulation uniforme de droits impersonnels, sans souci des plus faibles, conduisant à la sclérose et parfois à l'oppression ?

⁷ Régis Debray, *Le moment fraternité*, Gallimard, 2009.

On lui préfère souvent la *solidarité*, jugée plus concrète, plus opérationnelle, plus facile à traduire en lois, en normes et en règles. Mais c'est ignorer une dimension essentielle de la fraternité, celle de lien, de relation, de communication entre les personnes, de partage ; et aussi, dans la tradition de la révolution de 1789, son caractère universel : la fraternité ne saurait se borner à notre cercle d'appartenance géographique, idéologique ou spirituel. Elle doit, par nature, s'ouvrir à l'autre, différent de soi, qu'on n'a pas choisi mais avec lequel on devra coopérer, et qui nous enrichit par son regard, son expérience humaine, même quand il est dans une situation de grande difficulté.

En définitive, la fraternité suppose le lien avec l'autre et la tolérance vis à vis de ce qu'il pense dès lors que ses opinions respectent la dignité de chacun et les règles communes fixées dans un cadre démocratique. Elle pose le cadre de *l'acceptation des différences*, voire des *identités multiples* que nient les nationalismes et les intégrismes.

Valeur spirituelle, elle constitue à la fois un puissant outil de transformation personnelle et un horizon pour l'action sociale et politique. Elle donne sens, en particulier, au combat écologique et à la lutte contre l'exclusion sociale.

Mise en avant de manière de plus en plus fréquente mais peu coordonnée (*la fraternité chacun dans son coin ?*) par la société civile organisée, elle attire la méfiance du monde politique, qui ne mesure sans doute pas ce qu'elle pourrait apporter aux projets qu'il porte, pour peu qu'il accepte d'en identifier les *défis*.

Le Pacte civique tente depuis plusieurs années de convaincre les gouvernements *d'ouvrir le chantier fraternité*. Le peu de succès rencontré nous interroge sur notre pédagogie et notre communication, mais ne nous fait pas renoncer à faire de la fraternité une valeur commune, partageable entre tous, et une référence puissante pour l'action publique.

2.3 - TROIS AXES POUR STRUCTURER NOTRE ACTION

2.3.1 – UNE ATTITUDE : L'ENGAGEMENT

C'est l'attitude générale que nous proposons aux personnes et aux organisations qui nous rejoignent, car c'est par l'engagement individuel et collectif que nous répondrons à notre mission de transformation sociale.

L'engagement personnel concerne à la fois notre mode de vie et notre insertion sociale.

Notre *mode de vie* recherchera une plus grande cohérence avec les valeurs qui nous inspirent, et en particulier :

- se rapprocher de la *sobriété heureuse* évoquée ci-dessus : moins de gaspillage, des modes de transport moins émetteurs de gaz à effet de serre, une alimentation plus écologique ... tout en reconnaissant modestement qu'il est difficile d'être cohérent dans *tous* les domaines de la vie ;
- être ouvert sur la société, cultiver *l'attention à l'autre*, oser le débat sur ce qui nous importe.

Notre *engagement social et politique*, aussi local et modeste soit-il, cherchera à être cohérent avec l'universalité de nos valeurs, et à s'articuler avec une stratégie globale de transformation. Il nous poussera à mettre au service de l'intérêt général *le meilleur de nous-même* (et en particulier notre intelligence et notre créativité), tout en favorisant la *coopération*, qui permet que le résultat de l'action collective dépasse largement la somme des apports individuels.

L'engagement des organisations, qu'elles soient associations, entreprises, services publics, établissements de formation ou communautés spirituelles, les portera à se mettre d'abord *au service* de la collectivité, à préférer la coopération à la compétition, à promouvoir la démocratie en leur sein et le respect des personnes, à faire passer l'intérêt général avant celui de son organisation.

L'engagement des citoyens et des responsables politiques les incitera à améliorer sans cesse la qualité démocratique du débat public et de la prise de décision politique, à renforcer la lutte contre les inégalités et les discriminations, à mettre en œuvre la valeur fraternité dans la vie collective et à redonner un nouveau souffle, plus social et plus démocratique, au projet européen.

2.3.2 – UNE OBSESSION : LA COOPERATION ENTRE ACTEURS

Nous fondons de grands espoirs sur la multiplication des *initiatives constructives et créatives*, faisant un large usage du numérique et des réseaux sociaux, car elles font respirer et *ré-enchantent* notre société. Nous saluons aussi *l'engagement bénévole* qui se développe régulièrement et se pense de plus en plus comme *acteur du changement*. Nous constatons une grande diversité des cultures politiques⁸ qui animent les militants *classiques*, les citoyens *autonomes*, les militants *institutionnels*, et les promoteurs de la *capacitation citoyenne*.

⁸ Cf. *Relever le défi démocratique*, page 76.

A ces acteurs de la société civile, il faut bien sûr ajouter les *services administratifs* de l'Etat et des collectivités locales, et les *militants et responsables politiques*, souvent mobilisés sur les mêmes thématiques.

La variété des approches de tous ces acteurs n'est pas un problème en soi. Ce qui l'est davantage, c'est leur dispersion⁹, leur ignorance réciproque, le manque de communication entre eux, la multiplication des organisations, plus ou moins structurées, qui s'investissent sur des thèmes voisins ou identiques.

Nous déplorons l'énergie gâchée dans des actions qui doublonnent, le manque de visibilité d'initiatives trop éparpillées ou de taille insuffisante, forcément délaissées par les médias, mais surtout nous sommes convaincus qu'il n'y aura pas de transformation sociale profonde sans une *convergence* de tous les acteurs, y compris les *élus politiques* en position de responsabilité, et sans oublier les *médias*.

Et c'est là que le Pacte civique a un rôle à jouer : **faire dialoguer des mondes qui s'ignorent.**

De même que nous refusons d'inscrire notre action politique sous les couleurs d'un parti ou d'une tendance organisée, de même essayons-nous, dans nos différentes interventions, de *parler avec tout le monde* et de faire coopérer organisations à *l'ancienne* et collectifs *alternatifs*, militants institutionnels et autonomes, agents de l'Etat et militants associatifs, professionnels et usagers.

Citons un exemple réussi de cette démarche : l'action animée en 2017 par l'atelier emploi du Pacte civique en partenariat avec Pôle emploi et de nombreuses associations, intitulée : *Virage numérique de Pôle emploi : risques d'exclusion / opportunités d'inclusion*.

2.3.3 – UN FIL ROUGE : LA QUALITE DEMOCRATIQUE

Le terme de démocratie est souvent associé au suffrage universel, à la possibilité pour l'ensemble des citoyens d'une circonscription locale, d'un état ou d'une nation, de choisir par la voie du vote un programme politique, et les représentants qui seront chargés de le mettre en œuvre. Loin de nous l'idée de dénigrer ce système de démocratie représentative, qui reste, suivant la phrase célèbre de Churchill, « *le pire des régimes à l'exception de tous les autres* ». Les citoyens des pays qui en sont privés nous le rappellent opportunément.

⁹ Cette tendance reproduit sans doute un trait de l'individualisme ambiant, en lui ajoutant, indéniablement, une certaine dose de créativité : l'ego préférera toujours une position de *grand chez les petits* à celle de *petit chez les grands*.

Mais la démocratie ne saurait se réduire à un système institutionnel. Le cœur de la démocratie, ce qui la fait vivre, c'est le débat citoyen, la *délibération*. Elle démultiplie l'intelligence individuelle, car elle s'enrichit de la diversité, elle favorise la rationalité, elle crée du lien et facilite la coopération.

Mais la délibération ne va pas de soi. Elle exige un certain nombre de conditions pour porter du fruit.

L'éthique du débat¹⁰, qui concerne l'ensemble de nos relations sociales, depuis la vie familiale jusqu'à l'action politique, se fonde d'abord sur un certain *état d'esprit* : savoir écouter avant de parler, adopter une attitude bienveillante à l'égard de tous les participants, clarifier les points d'accord et de désaccords (par exemple en recourant au débat mouvant et à la *construction des (dés)accords féconds*¹¹). Il faut ensuite organiser le *déroulement du débat et mobiliser les méthodes* pour atteindre le but recherché. Chaque participant doit enfin adopter une *attitude et des comportements* empreints d'honnêteté intellectuelle qui favorisent l'expression collective. Faisant appel à la fois à des *valeurs*, à des *méthodes* et à des *comportements*, cette pratique du débat constitue un *fondement incontournable* de toute vie démocratique.

Au niveau des organisations, la qualité démocratique se mesure d'abord au ***mode de gouvernance*** qui doit réaliser un équilibre fragile, à améliorer sans cesse et sans relâche, entre la participation de l'ensemble des parties concernées à la prise de décision et l'efficacité de l'action. Le souci de réserver au temps démocratique et à la délibération les espaces, les méthodes, les moyens et les compétences nécessaires est de plus en plus présent dans les organisations, de même que celui d'assurer aux acteurs la formation correspondante.

Au niveau politique, pour sortir de la défiance, c'est une véritable ***mutation démocratique*** qu'il nous faut opérer, qui consiste à passer :

- d'une délégation excessive du pouvoir aux élus à des interactions constructives élus-citoyens ;
- d'une démocratie occasionnelle (vote, consultation, pétition, etc.) à une démocratie continue et interactive d'exercice ;
- d'une compétition pour conquérir, puis confisquer le pouvoir à une coopération pour promouvoir le bien commun.

¹⁰ Cf. Jean-Claude Devèze, *Pratiquer l'éthique du débat*, Chronique sociale, 2018.

¹¹ Voir op. cit.

Faire progresser la qualité démocratique, dans la vie sociale et politique, c'est enfin **observer et évaluer** les processus mis en œuvre, aussi bien par les citoyens que par les élus et les gouvernements. *L'Observatoire citoyen de la qualité démocratique*, créé en 2012 par le Pacte civique, procède de manière rigoureuse à ce type d'évaluation. *Observer c'est déjà agir*, en permettant des prises de conscience et en ouvrant des voies de progrès démocratique.

3 - LA PHASE 3 DU PACTE CIVIQUE

L'**acquis** du Pacte civique depuis son lancement en 2011 est considérable. Son exigence de **transformation** personnelle, sociale et politique, son refus de la facilité, aussi bien dans la manière d'analyser le présent que d'envisager l'avenir, sa capacité à **tisser des liens** à tous les niveaux et avec de nombreuses forces vives de la société, son appel à l'**engagement** des personnes et des organisations, sa vision d'une **démocratie vivante**, de qualité, toujours à construire, son **optimisme radical mais lucide**, rendent sa pensée et son action de plus en plus nécessaires.

La phase 3 du Pacte civique se fixe comme objectif de « passer à la vitesse supérieure » en s'appuyant sur cet acquis, ce qui se traduit en *six lignes d'action principales*:

3.1 - MIEUX DIFFUSER UN MESSAGE AMELIORE

3.1.1 - ACTUALISER NOS FONDAMENTAUX

C'est à cette tâche qu'entend s'atteler le présent document. Il sera complété par un nouveau tract, diverses présentations du Pacte civique adaptées à différents publics, et une mise à jour complète du site internet.

Ces révisions entendent tirer profit de tout ce que nous avons appris au cours des sept années écoulées, et mettre l'accent sur des thématiques nouvelles, importantes pour notre futur commun.

3.1.2 - SIMPLIFIER NOTRE MESSAGE, ADAPTER NOTRE COMMUNICATION

Comment rendre compte, de manière attrayante et en peu de mots, de l'intuition fondamentale et du positionnement original du Pacte civique ? C'est à cette réflexion que nous devons nous livrer, avec, si nos moyens nous le permettent, l'aide de professionnels.

Notre **communication**, bien adaptée à des publics intellectuels d'un certain âge, doit s'ouvrir aux générations plus jeunes, donc donner plus de place à la vidéo, à l'image, aux messages brefs et frappants, à des mises en page permettant une certaine respiration. Nous devons nous habituer, en particulier, à produire des résumés brefs des développements plus fournis que nous élaborons.

Pour étendre notre influence, nous devons nous appuyer sur un **plan de communication** programmant nos actions de progrès sur plusieurs années : relations avec nos adhérents et sympathisants, recherche de financements, publications

écrites, communication numérique (site internet et réseaux sociaux), relations avec la presse et les médias, création d'événements.

3.2 - RELEVER LE DEFI DEMOCRATIQUE DANS UNE SITUATION POLITIQUE INEDITE

3.2.1 - FAVORISER DE NOUVELLES PRATIQUES DEMOCRATIQUES

Un apport essentiel et original du Pacte civique, qui répond de manière particulièrement adaptée à la situation politique actuelle, c'est la **pédagogie de la délibération et de l'éthique du débat**, replacées dans le cadre d'un engagement citoyen cohérent.

Le Pacte civique peut agir :

- sur le terrain, en particulier pour appuyer de nouvelles pratiques démocratiques¹² et pour initier les formations correspondantes ;
- au niveau central pour apporter sa vision, ses observations sur la qualité de la vie démocratique et ses propositions.

3.2.2 - ACCOMPAGNER DE MANIERE CRITIQUE L'ACTION GOUVERNEMENTALE, EN SURVEILLANT PARTICULIEREMENT :

- la mutation démocratique française : la nécessité de concilier le besoin de leadership et le besoin de participation ;
- la mise à niveau de notre **modèle économique et social** : éviter la dérive vers le système anglo-saxon, où le pouvoir de l'employeur est discrétionnaire, pour rester dans un système de type rhénan, où la souplesse est négociée avec les syndicats et le personnel ;
- la prise en compte de l'impératif de **juste sobriété**, bien peu présent dans les discours actuels.

3.2.3 - SUIVRE LA MUTATION DES FORCES POLITIQUES

Nous nous intéresserons à la recomposition des forces politiques entraînée par le « chamboule-tout¹³ » de 2017 : quel impact des différentes évolutions sur le citoyen, sur l'équilibre politique, sur notre capacité d'action ?

¹² Cf. Jean-Claude Devèze, *Pratiquer l'éthique du débat*, Chronique sociale, 2018.

¹³ Voir supra, § 1.6.3

3.3 - POURSUIVRE NOTRE ACTION DE RELIANCE

L'accent mis sur les travaux d'analyse, de discernement et de communication ne doit pas se traduire par un repli sur notre organisation. L'expérience acquise en matière de **coopération entre acteurs**¹⁴ doit être poursuivie et amplifiée. Dans une situation mouvante où certains clivages s'accroissent, nous devons prendre à cœur le **rôle de pont** entre organisations « à l'ancienne » et collectifs alternatifs que notre positionnement original nous permet de tenir.

Il en va de même du dialogue entre agents de l'Etat et associations, que nous pouvons favoriser dans de nombreux domaines de la vie sociale souffrant d'un déficit de fraternité.

3.4 - CONTINUER A LABOURER NOS TERRAINS

PRIVILEGES

3.4.1 - OBSERVATION DE LA QUALITE DEMOCRATIQUE, LUTTE CONTRE LE CHOMAGE, CONSTRUCTION DE L'EUROPE.

Ces thématiques que nous approfondissons depuis le lancement de notre mouvement restent d'une actualité brûlante. Nous y avons acquis une **compétence certaine**, reconnue malgré la diffusion insuffisante de nos travaux. Notre *communauté d'influence* attend de nous que nous continuions à l'éclairer et à faire progresser nos valeurs dans ces domaines cruciaux.

3.4.2 – FAIRE DE LA FRATERNITE UN CHANTIER POLITIQUE

Le champ d'application de cette valeur fondamentale est immense (citons, de manière non exhaustive la laïcité, les relations homme/femme, l'éducation, le sport, l'accueil des migrants, l'aide au développement) et nous devons, méthodiquement, l'explorer chaque fois que nous en avons la capacité. Nous devons aussi **rassembler** les nombreuses organisations qui s'en réclament, condition indispensable pour peser sur le pouvoir politique afin qu'il fasse de la fraternité un principe régulateur et un guide pour l'action publique.

¹⁴ Voir supra, § 2.3.2

3.5 - OUVRIR DE NOUVEAUX CHAMPS DE REFLEXION ET D'ACTION

3.5.1 - TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOBRIETE

Nous devons poursuivre la sensibilisation aux enjeux écologiques et l'évaluation des politiques mises en œuvre. Mais ce n'est pas suffisant. Il nous faut d'une part creuser le lien entre **écologie et démocratie**, particulièrement complexe comme on a pu le voir sur le dossier *Notre Dame des Landes*, et d'autre part, approfondir la portée et la capacité mobilisatrice de la **valeur sobriété** en matière de développement durable.

3.5.2 - HUMANISATION DES SERVICES PUBLICS

La réduction des déficits publics et la généralisation du traitement numérique des dossiers administratifs conduisent à une dangereuse **dérive des services publics** laissant de nombreux usagers isolés et dépourvus. La confrontation des points de vue des usagers et des professionnels devrait nous permettre, dans des cas concrets bien choisis comme celui de l'hôpital, de discerner les manquements patents à l'impératif de fraternité, et la façon d'y remédier.

3.6 - AMELIORER NOTRE GOUVERNANCE

Réunis autour d'un pacte visant à transformer la société, les premiers signataires du pacte civique ont entendu donner à ce collectif une gouvernance fondée sur une grande autonomie de ses membres, plutôt que sur des structures institutionnelles fondées sur le droit. C'est pourquoi le pacte civique est un collectif de particuliers et d'associations, sans structure juridique formalisée.

Une association, « *l'association de soutien au pacte civique* » (ASPC) a toutefois été créée pour donner au pacte civique les moyens nécessaires à son fonctionnement, en termes financiers comme de ressources humaines.

La gouvernance du Pacte civique se fonde plus sur des principes d'action que sur des règles juridiques :

- la reconnaissance du pouvoir d'agir en toute initiative et avec une forte autonomie des 15 collectifs locaux, comme des 4 ateliers qui travaillent à ses publications et réalisations, sur les thèmes de la démocratie, la fraternité, l'emploi, l'écologie et l'Europe.
- l'adhésion à 4 valeurs interactives : la créativité, la justice, la fraternité et la sobriété.

- la conviction partagée que la société ne se réformera positivement en termes de justice, d'efficacité et de respect de l'environnement que si le plus grand nombre accepte de travailler les transformations nécessaires à titre personnel, comme au niveau des organisations et à celui des institutions et politiques publiques. Les membres du pacte civique s'efforcent de donner corps à ce nouveau type de gouvernance en appliquant ces principes dans leur fonctionnement collectif.
- l'engagement de chacun des membres de travailler personnellement sur les 3 niveaux de transformation évoqués au paragraphe précédent.

Pour aller plus loin dans une gouvernance exemplaire, le Pacte civique propose à tous ceux qui le soutiennent effectivement de se constituer en assemblée chargée de valider la stratégie et élire la majorité des membres de sa « *coordination générale* ». Cette équipe, animée par des coordinateurs, assure la cohérence de la communication et met en œuvre les liens partenariaux de niveau national ; tandis que les collectifs locaux et les ateliers s'organisent en toute autonomie, dès lors qu'ils s'inscrivent dans les principes d'actions du Pacte civique.

Pour concrétiser cette utopie, les conflits doivent pouvoir s'exprimer dans un cadre respectueux de l'éthique du débat, des principes de la laïcité, et in fine dans le vote. Cela est d'autant plus nécessaire que le Pacte civique est transpolitique et accueille en son sein des personnes se reconnaissant dans diverses religions, spiritualités et non croyances.

Sur un plan plus technique, les débats de la coordination générale sont préparés par une *équipe d'animation* réunissant autour des coordinateurs de l'Equipe nationale, 2 salariés et 3 bénévoles assurant des fonctions de communication et de représentation. Les relations avec les collectifs locaux sont facilitées par la présence de plusieurs de leurs représentants au sein de la coordination générale.

BIBLIOGRAPHIE

POUR FAIRE BREF

- *Présentation du Pacte civique* (2017)
- *Tableau des engagements individuels* (2017)
- *Engagements des organisations* (2018)

POUR EN SAVOIR PLUS

- Collectif Pacte civique, *Penser, agir, vivre autrement en démocratie*, Chronique sociale, 2012
- Jean-Claude Devèze, *Citoyens, impliquons-nous*, Chronique sociale, 2015
- Anne Dhoquois, *Recréer le plein emploi, une utopie réaliste*, HD ateliers Henry Dougier, 2015
- Jean-Claude Devèze, Jean-Baptiste de Foucauld, Pierre Guillaume, *Relever le défi démocratique*, Chronique sociale, 2017
- Jean-Claude Devèze, *Pratiquer l'éthique du débat*, Chronique sociale, 2018
- Rapports annuels de l'Observatoire de la qualité démocratique :
 - 2013 : *Notre système politique entre pesanteur et innovations*
 - 2014 : *Vie politique, vie citoyenne, maux et remèdes*
 - 2015 : *Notre démocratie à l'épreuve*
 - 2016 : *La qualité démocratique en question(s)*
 - 2017 : *Restaurer la confiance, un enjeu démocratique*

TEXTES FONDATEURS

- *Un appel à inventer un futur désirable pour tous* (2011)
- *Une approche nouvelle du changement* (2011, mise à jour 2014)
- *Plateforme commune* (2011)
- *Les engagements du Pacte civique* (2011)
- *Les moyens de mise en œuvre des engagements* (2011)

Site du Pacte civique : <http://www.pacte-civique.org>

ANNEXE - AUX ORIGINES DU PACTE CIVIQUE

LE PACTE CIVIQUE A ETE ELABORE ET RENDU PUBLIC LES 14 ET 15 MAI 2011 PAR UN COLLECTIF CONSTITUE DES ASSOCIATIONS SUIVANTES :

- ATD Quart-Monde
- Agence pour l'éducation par le sport
- Association Georges Hourdin
- Club de Budapest
- Collectif appel à la fraternité
- Colibris
- Coopaname
- Coorace
- Dialogues en Humanité
- Démocratie & Spiritualité
- FONDA
- Initiatives et changement
- La Vie Nouvelle
- Poursuivre
- Récit
- Solidarités nouvelles face au chômage
- Unis-Cité

LES PERSONNALITES SUIVANTES ONT PARTICIPE ET APPORTE LEUR SOUTIEN LORS DES JOURNEES DE LANCEMENT DES 14 ET 15 MAI 2011 :

Dounia Bouzar, Patrick Braouezec, Jean-Paul Delevoye, Jacques Delors, Marcel Grignard, Bariza Khiari, Pierre Méhaignerie, Philippe Meirieu, Maria Nowak, Yann Wehring.